



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

2001

Cinq ans après la tenue du Sommet mondial de l'alimentation à Rome, nous nous penchons à nouveau sur les progrès réalisés par la communauté des nations dans la voie de l'objectif fixé au Sommet: réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Cette troisième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, tout comme les deux autres, doit faire état d'un bilan mitigé. Des progrès ont été réalisés en matière d'accès à la nourriture, mais ils sont loin de permettre d'atteindre l'objectif fixé pour 2015.

L'estimation à jour du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde, permet à la FAO de constater que 815 millions de personnes ne mangent pas à leur faim – dont 777 millions dans les pays en développement et 38 millions au total dans les pays industrialisés et en transition. Cela ne représente qu'une faible réduction par rapport aux chiffres des deux années précédentes. Entre la période de référence du Sommet (1990-1992) et les dernières estimations effectuées (1997-1999), la FAO a pu constater que la réduction générale du nombre de personnes sous-alimentées n'a été que de 6 millions par an. Pour pouvoir atteindre l'objectif fixé pour 2015, il faudra parvenir à diminuer le nombre de personnes sous-alimentées de 22 millions par an – soit quatre fois plus que le taux de réduction actuel.

Avec le temps, il apparaît de plus en plus clairement que l'approche de maintien du *statu quo* ne permettra pas d'atteindre l'objectif fixé. Toutefois, certains pays – mis en évidence dans ce rapport – sont parvenus à réduire le nombre des personnes sous-alimentées beaucoup plus rapidement que d'autres. La FAO est donc convaincue qu'il est encore possible d'atteindre cet objectif si les pays manifestent la volonté politique d'agir et qu'ils soutiennent cet engagement en mobilisant les ressources nécessaires. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* illustre le large éventail de méthodes concrètes qui sont adoptées pour réduire l'insécurité alimentaire, même dans les pays les plus pauvres. Lorsque l'on veut, l'on peut.



Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture




L'insécurité alimentaire:

la faim au quotidien et
la crainte permanente de la famine

L'état de
l'insécurité
alimentaire dans le monde

2001



L'insécurité alimentaire: la faim au quotidien et la crainte permanente de la famine

Publié en 2001 par
l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Les appellations employées dans cette publication et la présentation
des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation
des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise
de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou
de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou
diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation
préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des
informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent
toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins
commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur.
Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service
des publications et du multimédia, Division de l'information, FAO,
Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier
électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2001

ISBN 92-5-204628-3

Imprimé en Italie

Photographies

En couverture de gauche à droite:

FAO/17343/R. Faidutti

FAO/15849/R. Faidutti

FAO/11270/F. Botts

L'état de
l'insécurité
alimentaire dans le monde
2001

À propos du présent rapport

Cette troisième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* rend compte des efforts déployés par la communauté mondiale et les différents pays afin d'atteindre l'objectif que s'est fixé le Sommet mondial de l'alimentation en 1996: réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde pour 2015 au plus tard. Les auteurs du Plan d'action du Sommet ont pensé que, pour avancer le plus vite possible vers cet objectif, il faudrait que les pays se concentrent sur trois questions:

- Qui sont ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire?

- Où vivent-ils?
- Pourquoi souffrent-ils d'insécurité alimentaire?

Ces trois questions constituent le thème de la première section du rapport de cette année, intitulée *La sous-alimentation dans le monde*. Cette section donne les estimations les plus récentes faites par la FAO de la prévalence de la sous-alimentation et du nombre absolu de personnes sous-alimentées dans 125 pays pour la période 1997-1999. En outre, elle compare ces estimations récentes avec celles correspondant à la période de base du Sommet, c'est-à-dire 1990-1992, ce qui permet de se faire une idée des résultats obtenus par les différents pays au cours

de la dernière décennie, et fournit des renseignements actualisés importants pour le prochain Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après. Cette section examine aussi certains des facteurs associés à une réduction ou une augmentation importantes de la sous-alimentation à l'échelle nationale. Enfin, elle aborde le problème de voir si l'accès à l'alimentation a tendance à s'égaliser à l'intérieur des pays et au niveau international.

La section intitulée *Évaluer l'état nutritionnel et la vulnérabilité* décrit les méthodes concrètes qui ont été employées par le passé ou que différents pays sont en train de mettre au point pour recenser la population présentant des

signes physiques de malnutrition et, ensuite, pour analyser les conditions de vie de ces personnes de façon à lutter contre le risque de perte de revenu qui est la cause profonde de leur vulnérabilité. La structure de la faim et de la vulnérabilité est fortement compliquée par les nombreuses catastrophes naturelles ou dues à l'action de l'homme qui frappent lourdement plusieurs pays, ainsi que par la menace toujours plus grande que constitue le VIH/SIDA.

La dernière section de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2001*, *Mesures contre la dénutrition et la pauvreté* donne quelques réponses, illustrées d'exemples, à la question: Que peut-on faire? Parmi les actions

proposées figurent un ciblage plus précis de l'aide alimentaire et des mesures pour améliorer l'accès à l'eau propre – deux facteurs essentiels pour garantir aux populations l'apport énergétique et les soins de santé de base dont elles ont besoin pour se construire un meilleur avenir. Outre ces facteurs fondamentaux, cette section offre des suggestions concernant les multiples mesures concrètes qui peuvent être prises pour améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres, lesquels constituent toujours la grande majorité des pauvres dans presque toutes les régions du monde.

Le présent rapport s'inspire des travaux effectués actuellement par la

FAO et ses partenaires internationaux pour évaluer le suivi de l'état nutritionnel des populations de par le monde, analyser la vulnérabilité des populations, et fournir des exemples concrets de la façon dont on peut aider les communautés à améliorer leurs propres conditions de vie. En tant que contribution au travail du Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), qui est une initiative interorganisations, il montre que des systèmes de ce genre, renforcés, peuvent jouer un rôle important dans ce processus.

Le Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité

Au nom de tous les membres du Groupe de travail interinstitutions (GTI) sur le SICIAV, une fois encore j'ai le plaisir d'associer le GTI à la troisième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Les membres du GTI ont contribué de maintes façons aux résultats présentés dans cette publication et leurs analyses et informations apportent une contribution directe à la réalisation des objectifs du SICIAV qui sont les suivants:

- attirer l'attention de la communauté mondiale sur le problème de l'insécurité alimentaire;
- améliorer la qualité des données et l'analyse en mettant au point de nouveaux outils et en renforçant les capacités des pays en développement;
- promouvoir une action efficace et mieux ciblée en vue de réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté;
- encourager la collaboration entre les bailleurs de fonds en ce qui concerne les systèmes d'information sur l'insécurité alimentaire aux échelons mondial et national;
- améliorer l'accès à l'information grâce à la constitution de réseaux et à l'échange des données.

Avec plus de 20 membres appartenant à des ONG et à des agences de développement multilatérales et bilatérales, le GTI représente un ensemble de perspectives et d'intérêts divers. Ce qui nous unit est notre engagement commun à réduire l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité dans le monde et à lutter contre ses multiples causes qui sont toutes liées à la pauvreté humaine. Pour une programmation efficace et la formulation de politiques pertinentes, ces organisations de développement et les pays en développement ont besoin

d'informations suffisamment fiables, ventilées et détaillées pour identifier ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire, pour les situer, pour savoir quels sont leurs moyens d'existence et pourquoi ils sont dans cette situation. Grâce à ces informations, les partenaires du développement à tous les niveaux peuvent conjuguer leurs efforts pour s'attaquer à la faim et à la pauvreté à leurs racines moyennant des politiques rationnelles et des interventions mieux ciblées.

La plupart des institutions membres du GTI travaillaient déjà à l'amélioration de la sécurité alimentaire de par le monde bien avant que le SICIAV soit officiellement créé en 1997. Le SICIAV, toutefois, fournit un mécanisme permettant d'intensifier les efforts déployés par ses différentes institutions membres et, en même temps, de réduire les doubles emplois, tout en assurant que l'effort collectif interinstitutionnel soit efficace et complémentaire. Dans le cadre du processus de réforme du système des Nations Unies, une priorité particulière est accordée à la collaboration fondée sur les résultats à l'échelon des pays au sein du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Malgré d'énormes difficultés de programmation et d'ordre institutionnel, je suis fier de pouvoir dire que nous sommes en train de faire des progrès significatifs basés sur notre engagement commun et un solide travail de terrain renforcé par les nouvelles techniques de l'information et de la communication. Les membres du GTI félicitent l'équipe de la FAO pour l'excellent rapport de cette année, qui sera un inestimable outil d'information et de plaidoyer pour nos programmes respectifs.

Nous sommes résolus à apporter une contribution encore plus importante aux prochaines éditions.

Peter Matton (PNUD), Président du GTI-SICIAV

MEMBRES DU GTI-SICIAV

Organismes d'aide bilatérale et institutions techniques

Agence australienne pour le développement international (AUSAID)
Agence canadienne pour le développement international (ACDI)
Commission européenne (CE)
Office allemand de la coopération technique (GTZ)
Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
Département de l'agriculture des États-Unis (USDA)

Organisations des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Fonds international de développement agricole (FIDA)
Organisation internationale du travail (OIT)
Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU/DAES)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAPI)
Banque mondiale
Programme alimentaire mondial (PAM)



Organisation mondiale de la santé (OMS)
Organisation météorologique mondiale (OMM)
Comité administratif de coordination/Sous-Comité de la nutrition (CAC/SCN)

Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (ICRAI)
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IIFPRI)
Service international de la recherche agricole nationale (SIRAN)
Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)

Organisations internationales non gouvernementales

Helen Keller International (HKI)
Save the Children Fund (SCF/UK)
Institut mondial pour les ressources (WRI)

Organisations régionales

Communauté de développement de l'Afrique australe
Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)

Pour plus de renseignements, se référer au site Web du GTI-SICIAV: www.siciav.org

Mobiliser la volonté politique et les ressources «pour reprendre le combat»

La tragédie de la faim au milieu de l'abondance reste une sinistre réalité du monde actuel. Dans presque tous les pays, il y a des groupes de personnes qui ne peuvent pas réaliser leur potentiel humain, soit parce que leur alimentation est insuffisante, soit parce que, en raison de diverses maladies, leur organisme n'est pas capable d'assimiler toute la nourriture qu'ils consomment. Dans les pays les plus pauvres, la grande majorité de la population souffre de la faim, ce qui multiplie les dimensions des effets d'autres carences auxquelles il est possible de remédier pour satisfaire les besoins des êtres humains.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde suit les progrès accomplis chaque année vers la réalisation du droit

fondamental de tous les êtres humains de vivre sans craindre la faim ou la malnutrition. Dans cette troisième parution, un message contrasté est lancé. On est certes parvenu à réduire le nombre absolu de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, mais les progrès sont trop lents pour qu'on puisse atteindre l'objectif fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, c'est-à-dire de faire diminuer de moitié le nombre de personnes qui ont faim pour 2015 au plus tard.

Il est particulièrement important de présenter un tel rapport en 2001, car c'est l'année durant laquelle se tiendra le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, organisé par la FAO en novembre prochain afin d'inciter les dirigeants du monde entier à prendre d'urgence les mesures correctives

nécessaires pour accélérer le recul de l'insécurité alimentaire.

Au cours des 10 dernières années, le nombre total de personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique dans les pays en développement a reculé d'environ 40 millions, mais le taux moyen du déclin reste insuffisant, 6 millions seulement par an, contre les 8 millions dont on faisait état dans la présente publication l'année dernière. Par conséquent, pour atteindre l'objectif en 2015, il faudra réduire le nombre de personnes qui souffrent de la faim de 22 millions par an, au lieu de 20 millions par an. L'écart entre les résultats obtenus et ce qui est nécessaire ne cesse de se creuser. Au rythme actuel, il faudrait plus de 60 ans pour atteindre l'objectif.

Le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après mettra en évidence deux grands points. Le premier est que l'objectif initial peut être atteint si les pays et leurs partenaires de développement ont la volonté politique nécessaire. En d'autres termes, il faut que les pays ne se contentent plus d'une gestion au jour le jour et prennent les mesures supplémentaires et urgentes requises pour lutter contre la sous-alimentation chronique généralisée. Le second point concerne la disponibilité des ressources nécessaires pour atteindre l'objectif du Sommet et l'emploi de ces ressources. Pour commencer, il faut chercher à recenser de façon plus précise la population sous-alimentée, et ensuite il faut prendre des mesures concrètes pour faire reculer la faim à court terme, ces mesures étant essentielles pour une réduction durable de la pauvreté, qui est très souvent la cause profonde de la faim.

C'est pourquoi la mobilisation des volontés politiques et des ressources est le thème fondamental du présent rapport. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2001*

présente de nombreux exemples de réussites nationales qui montrent ce que l'on peut faire dans le domaine de la lutte contre la faim et la pauvreté lorsque l'on applique les pratiques optimales de développement et qu'il y a une vraie volonté politique de lutter contre les causes profondes de la sous-alimentation. Les six derniers articles du rapport de cette année décrivent un large éventail d'activités, qui souvent ne nécessitent que des ressources financières supplémentaires limitées, et qui aident à faire reculer la faim et la pauvreté. Une fois les problèmes bien compris à l'échelon communautaire, on peut affecter les ressources en priorité aux secours directs et aux services de base qui donnent aux gens la santé et l'énergie nécessaires pour devenir acteurs de leur propre développement. Ensuite, il faut investir pour accroître la productivité et l'efficacité de l'exploitation des principales ressources naturelles, notamment celles qui servent à la culture, à l'élevage, à la pêche et aux activités forestières. Toutefois, pour cela il faut renoncer aux méthodes autoritaires du passé et au contraire donner aux collectivités locales et aux individus les moyens d'améliorer eux-mêmes leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. L'épidémie de VIH/SIDA, en particulier dans les zones les plus touchées comme l'Afrique subsaharienne, rend beaucoup plus difficile la lutte contre la faim et le renforcement des moyens d'existence des populations rurales. Cette maladie fragilise d'importants groupes de population et compromet la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des familles en empêchant des adultes dans la force de l'âge de participer au processus de production. En matière de lutte contre le VIH/SIDA, on a pu voir que, là où la volonté d'agir est forte, il est possible de mobiliser efficacement des ressources et de les affecter à des

Figure 1b. La course contre la faim: accélérer le pas

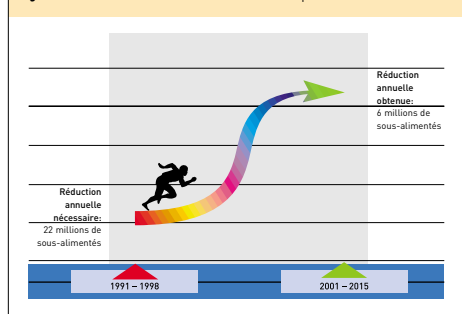
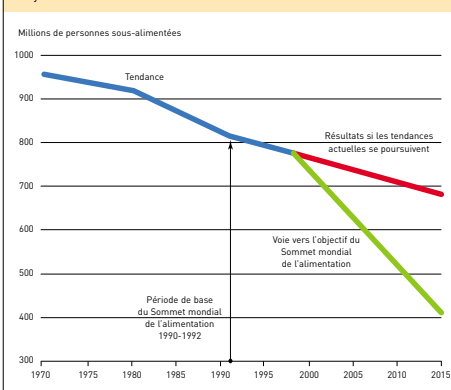


Figure 1a. Nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement: fourchettes observées et projetées et comparaison avec l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation



solutions concrètes pour les personnes qui sont dans le besoin.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2001 reflète la conception partagée par la FAO et ses partenaires: il montre comment la communauté internationale et les gouvernements peuvent collaborer pour relancer la lutte contre la pauvreté et honorer ainsi les engagements pris par rapport à l'objectif fixé lors du Sommet mondial de l'alimentation, pour ensuite aller au-delà de cet objectif intermédiaire et éliminer complètement la faim.

Pour nous, l'élimination de la faim est une première étape essentielle de la lutte contre la pauvreté extrême qui continue d'affliger des centaines de millions d'habitants de notre planète. Tant que la faim est aussi répandue dans le monde, les autres mesures de lutte contre la pauvreté ne peuvent pas grand-chose, car les bases d'un développement généralisé ne sont pas en place. Les chefs d'État et de gouvernement des «pays du G-8» en sont bien conscients, puisqu'ils ont

déclaré dans leur communiqué final adopté à Gênes en juillet 2001 que «l'un des objectifs centraux de la stratégie de lutte contre la pauvreté reste d'assurer l'accès à des ressources alimentaires adéquates et de promouvoir le développement rural».



Jacques Diouf
Directeur général de la FAO



Remerciements

Cette troisième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* est le fruit d'une collaboration entre le Département économique et social (ES) et le Département des affaires générales et de l'information (GI) de la FAO. Le coût de l'impression et de la traduction a été partiellement couvert par un don du Programme de partenariat FAO-Pays-Bas; un don du Département du développement international du Royaume-Uni (DFID) a permis de rémunérer des recherches sur certains thèmes. Nous remercions ces deux organismes de leurs contributions.

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction générale de Hartwig de Haen, Sous-Directeur général, ES, avec l'aide de David Wilcock, Coordonnateur du SICIAP, ES, qui a présidé l'équipe technique. Simon Chater, de Green Ink dans le Devon (Royaume-Uni), ainsi que trois membres du personnel de la FAO (Brenda Townsend-Hall, Richard Markham et Christel Blank) ont apporté une aide très précieuse pour la mise au point rédactionnelle.

L'équipe technique du Département ES était composée de Jenny Riches (Service de coordination du SICIAP); Barbara Huddleston (Division de l'analyse du développement agricole et économique); Barbara Burlingame (Division de l'alimentation et de la nutrition); Loganaden Naiken (Division de la statistique); et Nick Hughes (Coordonnateur du programme du Département ES).

Le Groupe de l'édition de la Division de l'information, GI, s'est chargé de la rédaction finale, de la mise en page, des graphiques et de l'édition électronique.

Des contributions techniques ont été apportées par les fonctionnaires suivants: Jelle Bruinsma, Unité des études prospectives globales, ES; Françoise Trine et Johannes Schmidt, Groupe de coordination du SICIAP, ES; Sumiter Broca, Fabio Pittaluga et Kostas Stamoulis, Division de l'analyse du développement agricole et économique, ES; Jorge Mernies, Division de la statistique, ES; Mwita Rukandema, Division des produits et du commerce international, ES; Prakesh Shetty, William Clay, Janice Albert, Ellen Muehlhoff, Irela Mazar, Lourdes Costarrica, Maren Lieberum, Florence Egal et Sofie van Waeyenberge, cadre associé à Luapula (Zambie), tous rattachés à la Division de l'alimentation et de la nutrition, ES; Wilaim Fiebig et NeBambi Lutaladio, Service des cultures et des herbages, Département de l'agriculture; Lahsen Ababouch et Audun Lem, Division des industries de la pêche, Département des pêches; et René Gomme, Division de la recherche, de la vulgarisation et de la formation, et Marcela Villarreal, Division de la femme et de la population, Département du développement durable.

Enfin, nous tenons à remercier de leur contribution Jeffrey Marzilli et Annalisa Conte (PAM); Lawrence Haddad (IFPRI); Jeremy Shoham, Fiona Watson et Carmel Dolan (Nutrition Works); Karim Hussein et Tom Slaymaker (Overseas Development Institute, Royaume-Uni); et Karel Callens, consultant.

Table des matières

ii À propos du présent rapport

Avant-propos

iv Mobiliser la volonté politique et les ressources «pour reprendre le combat»
vi Remerciements

La sous-alimentation dans le monde

2 La réduction de la sous-alimentation au cours de la dernière décennie
4 Les résultats pays par pays
8 Vers un accès plus équitable à la nourriture

Évaluer l'état nutritionnel et la vulnérabilité

12 Le bilan nutritionnel: indicateurs des mesures à prendre
17 Des pistes pour atteindre la sécurité alimentaire: les options concernant les pauvres au Guatemala
23 Les atteintes récentes à la sécurité alimentaire
26 Le VIH/SIDA: une crise sans équivalent

Mesures contre la dénutrition et la pauvreté

30 Réorienter l'assistance vers ceux qui en ont le plus besoin
32 Objectif: de l'eau potable pour tous
35 Semer et prospérer
39 Propager la prospérité
43 Améliorer la sécurité sanitaire et la qualité du poisson en Afrique
46 Retour chez le petit Zambien

Les perspectives

48 Un engagement appuyé par des ressources et des mesures concrètes

49 **Glossaire**

51 **Tableaux**

58 **Sigles**